

Point de vue

## Révolution post-islamiste

par Olivier Roy

[LEMONDE.FR](http://LEMONDE.FR) | 12.02.11 | 16h03 • Mis à jour le 12.02.11 | 19h27

L'opinion européenne interprète les soulèvements populaires en Afrique du Nord et en Égypte à travers une grille vieille de plus de trente ans : la révolution islamique d'Iran. Elle s'attend donc à voir les mouvements islamistes, en l'occurrence les Frères musulmans et leurs équivalents locaux, être soit à la tête du mouvement, soit en embuscade, prêt à prendre le pouvoir. Mais la discrétion et le pragmatisme des Frères musulmans étonnent et inquiètent : où sont passés les islamistes ?

Mais si l'on regarde ceux qui ont lancé le mouvement, il est évident qu'il s'agit d'une génération post-islamiste. Les grands mouvements révolutionnaires des années 1970 et 1980, pour eux c'est de l'histoire ancienne, celles de leurs parents. Cette nouvelle génération ne s'intéresse pas à l'idéologie : les slogans sont tous pragmatiques et concrets ("dégage", "erhal") ; il ne font pas appel à l'islam comme leurs prédécesseurs le faisaient en Algérie à la fin des années 1980. Ils expriment avant tout un rejet des dictatures corrompues et une demande de démocratie. Cela ne veut évidemment pas dire que les manifestants sont laïcs, mais simplement qu'ils ne voient pas dans l'islam une idéologie politique à même de créer un ordre meilleur : ils sont bien dans un espace politique séculier. Et il en va de même pour les autres idéologies : ils sont nationalistes (voir les drapeaux agités) mais ne prônent pas le nationalisme. Plus originale est la mise en sourdine des théories du complot : les Etats-Unis et Israël (ou la France en Tunisie, qui a pourtant soutenu Ben Ali jusqu'au bout) ne sont pas désignés comme la cause des malheurs du monde arabe. Même le pan-arabisme a disparu comme slogan, alors même que l'effet de mimétisme qui jette les Égyptiens et les Yéménites dans la rue à la suite des événements de Tunis montre qu'il y a bien une réalité politique du monde arabe.

Cette génération est pluraliste, sans doute parce qu'elle est aussi plus individualiste. Les études sociologiques montrent que cette génération est plus éduquée que la précédente, vit plus dans le cadre de familles nucléaires, a moins d'enfants, mais en même temps, elle est au chômage ou bien vit dans le déclassement social. Elle est plus informée, et a souvent accès aux moyens de communications modernes qui permettent de se connecter en réseau d'individu à individu sans passer par la médiation de partis politiques (de toute façon interdits). Les jeunes savent que les régimes islamistes sont devenus des dictatures : ils ne sont fascinés ni par l'Iran ni par l'Arabie saoudite. Ceux qui manifestent en Egypte sont précisément ceux qui manifestaient en Iran contre Ahmedinejad (pour des raisons de propagande le régime de Téhéran fait semblant de soutenir le mouvement en Egypte, mais c'est un règlement de comptes avec Moubarak). Ils sont peut-être croyants, mais séparent cela de leur revendications politiques : en ce sens le mouvement est "séculier", car il sépare religion et politique. La pratique religieuse s'est individualisée.

On manifeste avant tout pour la dignité, pour le "respect" : ce slogan est parti de l'Algérie à la fin des années 1990. Les valeurs dont on se réclame sont universelles. Mais la démocratie qu'on demande aujourd'hui n'est plus un produit d'importation : c'est toute la différence avec la promotion de la démocratie faite par l'administration Bush en 2003, qui n'était pas recevable car elle n'avait aucune légitimité politique et était associée à une intervention militaire. Paradoxalement l'affaiblissement des Etats-unis au Moyen-Orient, et le pragmatisme de l'administration Obama, aujourd'hui permettent à une demande autochtone de démocratie de s'exprimer en toute légitimité.

Ceci dit une révolte ne fait pas une révolution. Le mouvement n'a pas de leaders, pas de partis politiques et pas d'encadrement, ce qui est cohérent avec sa nature mais pose le problème de l'institutionnalisation de la démocratie. Il est peu probable que la disparition d'une dictature entraîne automatiquement la mise en place d'une démocratie libérale, comme Washington l'espérait pour l'Irak. Il y a dans chaque pays arabe, comme ailleurs, un paysage politique d'autant plus complexe qu'il a été occulté par la dictature. Or en fait, à part les Islamistes et, très souvent, les syndicats (même affaiblis), il n'y a pas grand chose.

## LES ISLAMISTES N'ONT PAS DISPARU MAIS ONT CHANGÉ

Nous appelons islamistes ceux qui voient dans l'islam une idéologie politique à même de résoudre tous les problèmes de la société. Les plus radicaux ont quitté la scène pour le jihad international et ne sont plus là : ils sont dans le désert avec Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), au Pakistan ou dans la banlieue de Londres. Ils n'ont pas de base sociale ou politique. Le jihad global est complètement déconnecté des mouvements sociaux et des luttes nationales. Bien sûr la propagande d'Al-Qaida essaie de présenter le mouvement comme l'avant-garde de toute la communauté musulmane contre l'oppression occidentale, mais cela ne marche pas. Al-Qaida recrute de jeunes jihadistes dé-territorialisés, sans base sociale, qui ont tous coupé avec leur voisinage et leur famille. Al-Qaida reste enfermé dans sa logique de "propagande par le fait" et ne s'est jamais préoccupé de construire une structure politique au sein des sociétés musulmanes. Comme de plus l'action d'Al-Qaida se déroule surtout en Occident ou vise des cibles définies comme occidentales, son impact dans les sociétés réelles est nul.

Une autre illusion d'optique est de lier la réislamisation massive qu'ont semblé connaître les sociétés du monde arabe au cours des trente dernières années avec une radicalisation politique. Si les sociétés arabes sont plus visiblement islamiques qu'il y a trente ou quarante ans, comment expliquer l'absence de slogans islamiques dans les manifestations actuelles ? C'est le paradoxe de l'islamisation : elle a largement dépolitisé l'islam. La réislamisation sociale et culturelle (le port du voile, le nombre de mosquées, la multiplication des prêcheurs, des chaînes de télévision religieuses) s'est faite en dehors des militants islamistes, elle a aussi ouvert un "marché religieux" dont plus personne n'a le monopole ; elle est aussi en phase avec la nouvelle quête du religieux chez les jeunes, qui est individualiste mais aussi changeante. Bref les islamistes ont perdu le monopole de la parole religieuse dans l'espace public, qu'ils avaient dans les années 1980.

D'une part les dictatures ont souvent (mais pas en Tunisie) favorisé un islam conservateur, visible mais peu politique, obsédé par le contrôle des moeurs. Le port du voile s'est banalisé. Ce conservatisme de l'Etat s'est trouvé en phase avec la mouvance dite "salafiste" qui met l'accent sur la réislamisation des individus et non sur les

mouvements sociaux. Bref, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la réislamisation a entraîné une banalisation et une dépolitisation du marqueur religieux : quand tout est religieux, plus rien n'est religieux. Ce qui, vu de l'Occident, a été perçu comme une grande vague verte de réislamisation ne correspond finalement qu'à une banalisation : tout devient islamique, du fast-food à la mode féminine. Mais les formes de piété se sont aussi individualisées : on se construit sa foi, on cherche le prêcheur qui parle de la réalisation de soi, comme l'Egyptien Amr Khaled, et on ne s'intéresse plus à l'utopie de l'Etat islamique. Les "salafis" se concentrent sur la défense des signes et valeurs religieuses mais n'ont pas de programme politique : ils sont absents de la contestation où l'on ne voit pas de femmes en burqa (alors qu'il y a beaucoup de femmes parmi les manifestants, même en Egypte). Et puis d'autres courants religieux qu'on croyait retraits, comme le soufisme, fleurissent à nouveau. Cette diversification du religieux sort aussi du cadre de l'islam, comme on le voit en Algérie ou en Iran, avec une vague de conversions au christianisme.

Une autre erreur est de concevoir les dictatures comme défendant le sécularisme contre le fanatisme religieux. Les régimes autoritaires n'ont pas sécularisé les sociétés, au contraire, sauf en Tunisie, ils se sont accommodés d'une réislamisation de type néo fondamentaliste, où l'on parle de mettre en œuvre la charia sans se poser la question de la nature de l'Etat. Partout les oulamas et les institutions religieuses officielles ont été domestiqués par l'Etat, tout en se repliant sur un conservatisme théologique frileux. Si bien que les clercs traditionnels, formés à Al-Azhar, ne sont plus dans le coup, ni sur la question politique, ni même sur les grands enjeux de la société. Ils n'ont rien à offrir aux nouvelles générations qui cherchent de nouveaux modèles pour vivre leur foi dans un monde plus ouvert. Mais du coup les conservateurs religieux ne sont plus du côté de la contestation populaire.

## UNE CLÉ DU CHANGEMENT

Cette évolution touche aussi les mouvements politiques islamistes, qui s'incarnent dans la mouvance des Frères musulmans et de leurs épigones, comme le parti Nahda en Tunisie. Les Frères musulmans ont bien changé. Le premier point c'est bien sûr

l'expérience de l'échec, aussi bien dans l'apparent succès (la révolution islamique d'Iran), que dans la défaite (la répression partout menée contre eux). La nouvelle génération militante en a tiré les leçons, ainsi que des anciens comme Rachid Ghannouchi en Tunisie. Ils ont compris que vouloir prendre le pouvoir à la suite d'une révolution conduisait soit à la guerre civile, soit à la dictature ; dans leur lutte contre la répression ils se sont rapprochés des autres forces politiques. Bons connaisseurs de leur propre société, ils savent aussi le peu de poids de l'idéologie. Ils ont aussi tiré les leçons du modèle turc : Erdogan et le parti AK ont pu concilier démocratie, victoire électorale, développement économique, indépendance nationale et promotion de valeurs sinon islamiques, du moins "d'authenticité".

Mais surtout les Frères musulmans ne sont plus porteurs d'un autre modèle économique ou social. Ils sont devenus conservateurs quant aux mœurs, et libéraux quant à l'économie. Et c'est sans doute l'évolution la plus notable : dans les années 1980, les islamistes (mais surtout les chi'ites) prétendaient défendre les intérêts des classes opprimées et prônaient une étatisation de l'économie, et une redistribution de la richesse. Aujourd'hui les Frères musulmans égyptiens ont approuvé la contre-réforme agraire menée par Moubarak, laquelle consiste à redonner aux propriétaires terriens le droit d'augmenter les baux et de renvoyer leurs fermiers. Si bien que les islamistes ne sont plus présents dans les mouvements sociaux qui agitent le delta du Nil, où l'on observe désormais un retour de la "gauche", c'est dire de militants syndicalistes.

Mais l'embourgeoisement des islamistes est aussi un atout pour la démocratie : faute de jouer sur la carte de la révolution islamique, il les pousse à la conciliation, au compromis et à l'alliance avec d'autres forces politiques. La question aujourd'hui n'est plus de savoir si les dictatures sont le meilleur rempart contre l'islamisme ou non. Les islamistes sont devenus des acteurs du jeu démocratique. Ils vont bien sûr peser dans le sens d'un plus grand contrôle des mœurs, mais faute de s'appuyer sur un appareil de répression comme en Iran, ou sur une police religieuse comme en Arabie saoudite, ils vont devoir composer avec une demande de liberté qui ne s'arrête pas seulement au droit d'élire un parlement. Bref ou bien les islamistes vont s'identifier au courant salafiste et conservateur traditionnels, perdant ainsi leur prétention de penser l'islam dans la modernité, ou bien ils vont devoir faire un effort de repenser leur conception

des rapports entre la religion et la politique.

Les Frères musulmans seront d'autant plus une clé du changement que la génération en révolte ne cherche guère à se structurer politiquement. On reste dans la révolte de protestation, pas dans l'annonce d'un nouveau type de régime. D'autre part, les sociétés arabes restent plutôt conservatrices ; les classes moyennes qui se sont développées à la suite des libéralisations économiques veulent de la stabilité politique : elles protestent avant tout contre la nature prédatrice des dictatures, qui confine à la kleptomanie dans le régime tunisien. La comparaison entre la Tunisie et l'Égypte est éclairante. En Tunisie le clan Ben Ali avait affaibli tous ses alliés potentiels, par refus de partager non seulement le pouvoir mais surtout la richesse : la classe des hommes d'affaires a été littéralement escroquée en permanence par la famille, et l'armée a été laissée non seulement hors-jeu sur le plan politique, mais surtout en dehors de la distribution des richesses : l'armée tunisienne était pauvre ; elle a même un intérêt corporatiste à avoir un régime démocratique qui lui assurera sans doute un budget plus élevé.

Par contre en Égypte le régime avait une base sociale plus large, l'armée est associée non seulement au pouvoir mais aussi à la gestion de l'économie et à ses bénéfices. La demande démocratique butera donc partout dans le monde arabe sur l'enracinement social des réseaux de clientélisme de chaque régime. Il y a ici une dimension anthropologique intéressante : la demande de démocratie est-elle capable de dépasser les réseaux complexes d'allégeances et d'appartenances à des corps sociaux intermédiaires (qu'il s'agisse de l'armée, de tribus, de clientèles politiques, etc.). Quelle est la capacité des régimes à jouer sur les allégeances traditionnelles (les Bédouins en Jordanie, les tribus au Yémen) ? Comment ces groupes sociaux peuvent-ils ou non se brancher sur cette demande de démocratie et en devenir des acteurs ? Comment la référence religieuse va se diversifier et s'adapter à des nouvelles situations ? Le processus va être long et chaotique, mais une chose est certaine : nous ne sommes plus dans l'exceptionnalisme arabo-musulman. Les événements actuels reflètent un changement en profondeur des sociétés du monde arabe. Ces changements sont en cours depuis longtemps, mais ils étaient occultés par les clichés tenaces que l'Occident accrochaient sur le Moyen-Orient.

Il y a vingt ans, je publiais L'Echec de l'islam politique. Qu'il ait été lu ou non n'a pas d'importance, mais ce qui se passe aujourd'hui montre que les acteurs locaux ont tiré eux-mêmes les leçons de leur propre histoire. Nous n'en avons pas fini avec l'islam, certes, et la démocratie libérale n'est pas la "fin de l'histoire", mais il faut désormais penser l'islam dans le cadre de son autonomisation par rapport à une culture dite "arabo-musulmane" qui pas plus aujourd'hui qu'hier n'a été fermée sur elle-même.

Olivier Roy, professeur et directeur du programme méditerranéen de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie)

Manifestations en Egypte

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact | Publicité

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.